
Le 17-04-2016

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Par le Parti de la démondialisation (Pardem)

Le 25 avril 2016.

Le M'PEP a accueilli la création du Front de gauche avec espoir. Il avait à l'époque répondu favorablement à l'appel que ce dernier avait lancé pour le rejoindre. Malgré une activité persévérante pour intégrer le Front de gauche, le M'PEP a été interdit d'entrée au motif que ses positions sur l'Union européenne étaient « *incompatibles avec le programme du Front de gauche* ». Le Front de gauche a refusé avec persistance de rompre avec l'ordre néolibéral mondial et européen. Il reste dépendant du Parti socialiste tandis que ses résultats électoraux sont décevants. Les membres du M'PEP, aujourd'hui membre du Pardem, ne souhaitent plus, entrer au Front de gauche dont l'évolution politique et organisationnelle montre combien il continue de s'éloigner des intérêts des classes dominées.

Le Front de gauche a pour stratégie de penser que l'on peut faire pression sur le PS pour le faire pencher « vraiment à gauche ». Dans cette démarche, le Front de gauche pense que l'appui de la « gauche » du PS est indispensable. C'est pour cette raison, pour ne pas se couper du PS, qu'il refuse avec obstination de rompre avec l'ordre néolibéral mondial et européen. Au-delà de déclarations parfois tonitruantes, il reste fondamentalement dépendant du Parti socialiste. Les dirigeants du PCF et du PG ont fait ce choix, rien ne les fera changer hormis une révolte des adhérents de leurs partis. C'est aussi pourquoi les résultats électoraux du Front de gauche sont tellement décevants. Il ne parvient pas à susciter une dynamique populaire autour de lui et n'y parviendra pas tant qu'il ne rompra pas avec le PS et ne remettra pas en cause la participation de la France à l'Union européenne et à l'euro.

Un refus persistant de démondialiser et de rompre ainsi avec l'ordre néolibéral mondial et européen

Nul ne doit se laisser abuser par la flamboyance du discours anticapitaliste des dirigeants du Front de gauche, particulièrement de Jean-Luc Mélenchon. Ni par les nombreuses références aux pages glorieuses du mouvement ouvrier. Cette rhétorique aboutit à masquer l'indigence des propositions et donc de l'analyse principalement sur la question européenne qui constitue le cœur du néolibéralisme. C'est ce que confirment les textes d'orientation, les programmes et les déclarations des dirigeants du Parti communiste français (PCF), du Parti de gauche (PG), les deux plus importantes formations du Front de gauche, et du Front de gauche lui-même.

Les dirigeants du Parti communiste français, en réalité, ne croient plus à la rupture avec le capitalisme, ni au communisme lui-même. La finalité de ce parti est imprécise. Quand le document voté au 34^e congrès (2008) parle d' « un choix communiste du XXI^{ème} siècle » fait par le PCF, on éprouve des difficultés à cerner le contenu du communisme dont il est question. Lorsque ce qui tient lieu de définition du communisme se limite à évoquer « les valeurs de mise en commun, la volonté de mettre fin aux exploitations, aux aliénations et aux dominations [...] Notre visée, repensée à l'aune des enjeux contemporains, conserve toute son actualité », on ne peut que rester sur sa faim. Car il est nullement besoin d'être communiste pour porter des valeurs de « mise en commun », et nombreux sont les individus et les forces sociales et politiques qui agissent explicitement en ce sens, sans pour autant se revendiquer de la famille communiste. Il ne semble donc pas que « les valeurs de mise en commun », qu'il conviendrait, d'ailleurs, de préciser, soient une marque distinctive du communisme. C'est la même chose des luttes contre les exploitations, les aliénations et les dominations : les communistes ne sont pas les seuls à les mener. Dans certains pays, ces luttes ont même parfois été conduites contre les communistes lorsque ces derniers exerçaient le pouvoir.

Le PCF ne met aucun contenu de classe à la mondialisation, il est mondialiste. Il ne veut pas voir que la mondialisation n'est que la mise en pratique de la révolution et de l'idéologie néolibérales. Alors que les politiques de mondialisation ont été déclenchées au tournant des années 70 et 80, précisément pour reprendre la main face au progrès des idées anticapitalistes, notamment communistes, les communistes d'aujourd'hui n'analysent pas la mondialisation comme la stratégie des classes dominantes visant à réorganiser le travail à l'échelle planétaire pour rediscipliner le monde du travail et redresser les profits. Surtout, les dirigeants communistes se refusent à comprendre qu'il s'agit, par la mondialisation et son application locale, l'Union européenne, de paralyser, puis de supprimer tous les processus institutionnels, politiques et démocratiques pouvant contribuer à créer un rapport de force favorable aux classes dominées. Cette grave erreur d'analyse a des conséquences funestes sur tout le reste de l'analyse et des propositions du PCF.

Le désaccord du M'PEP est total avec l'analyse du PCF concernant la nation. Certes, le document du PCF affirme que « la nation est un lieu essentiel du faire peuple et de l'exercice de la démocratie ». Mais cette formulation, que l'on croit être dans la continuation de la position historique du PCF, qui mêlait le drapeau tricolore de la nation et le drapeau rouge du mouvement ouvrier, confirme les renoncements du PCF. Pour lui, la nation ne serait pas « le » lieu essentiel du « faire » peuple et de l'exercice de la démocratie, mais simplement « un » lieu. Parmi d'autres. Lesquels, d'ailleurs, puisqu'ils ne sont pas nommés ? La nation, pourtant, est le seul espace où le peuple peut exprimer sa souveraineté. Il n'y en a pas d'autre. Dès lors, l'indépendance de la nation, sa souveraineté, n'apparaissent nulle part comme une exigence majeure pour le PCF. Le PCF, dans ce document, livre enfin sa véritable analyse : « il est vain d'enfermer toute tentative de changement dans la seule nation ».

Dès lors l'Union européenne n'est pas analysée comme l'un des piliers de l'ordre néolibéral mondial. Pour ce parti, qui avait joué un rôle essentiel dans la lutte contre « l'Europe des monopoles » au moment du Marché commun, puis en 1992 lors du référendum sur le traité de Maastricht et encore en 2005 pour le référendum sur le traité constitutionnel européen, l'effondrement est vertigineux. Aujourd'hui, le PCF considère que la « finalité même de la construction européenne doit être redéfinie ». Comme si cette « finalité » avait été un jour conforme aux intérêts des peuples, qu'elle aurait ensuite dévié et qu'il faudrait la remettre sur les rails. Comme s'il était souhaitable et possible de « redéfinir » le capitalisme à l'européenne ! Comme si cette « construction » avait eu un jour le moindre objectif social ou démocratique !

Quant à la position du PCF sur l'euro, alors qu'il avait fait campagne contre la monnaie unique au moment du traité de Maastricht, sa conversion est complète : « là où des forces actent l'impuissance à changer l'Europe, prônant une dissolution de la zone euro qui renverrait d'une autre manière chaque peuple à la même guerre économique, nous pensons indispensable de lutter contre les divisions et les nationalistes ». Répondons au PCF qu'il ne s'agit pas « d'impuissance » à changer l'UE (et non à changer « l'Europe »). Il s'agit du choix politique de démanteler l'un des piliers de l'ordre néolibéral mondial dont la construction s'est faite sur des bases qui ne peuvent pas être améliorées de l'intérieur, sauf lorsque tous les pays de l'UE se donneront des majorités favorables à la défense des intérêts des classes dominées.

Le Parti de gauche, quant à lui est le parti du flou artistique

Il est le champion du radicalisme verbal. Comme le Front de gauche il a gardé le mot « gauche » dans son nom. Il a tenu son congrès à Bordeaux du 22 au 24 mars 2013. Pour le préparer, le Conseil national de ce parti, les 15 et 16 décembre 2012, a adopté une « plateforme de synthèse » intitulée « Osons ! ». Rappelons que le PG, contrairement au PCF, ne se situe pas dans la « majorité politique » avec le Parti socialiste et qu'il a même expliqué qu'il était dans l'opposition de gauche. Ce ne sont pas les bonnes idées et les analyses pertinentes qui manquent dans le texte de congrès du PG. C'est le cas du jugement très critique porté sur les partis socio-démocrates, dont le Parti socialiste. La recherche d'une « stratégie de prise du pouvoir » à laquelle le PG réfléchit est exactement ce qu'il convient de faire du point de vue du M'PEP. La lutte contre l'austérité est clairement annoncée par le PG. La préoccupation environnementale est omniprésente, le PG se réclamant désormais de « l'écosocialisme ».

Mais dans les autres domaines les choses se gâtent. Dans plusieurs domaines les positions du Parti de gauche demeurent trop floues pour permettre de comprendre vraiment où veut aller ce parti. Une « VIe République », la « révolution citoyenne », l'« écosocialisme », l'accès au gouvernement sont des ambitions séduisantes. Mais quel est le contenu de ces formules ? Pour le moment, sur des sujets cruciaux, le PG évite le débat. Il n'ose pas envisager de supprimer le chômage, sortir de l'euro et de l'Union européenne, annuler la dette publique, instaurer une sortie crédible du libre-échange, définancieriser l'économie et fermer la Bourse, bref démanteler les piliers de l'ordre néolibéral. Prendre le pouvoir, certes, mais pour faire quoi ? Le PG persiste à croire qu'il est possible de transformer l'Union européenne de l'intérieur. Dans son texte de congrès, il a des mots très durs contre l'Union européenne. Il insiste cependant sur le caractère supposément nouveau des nuisances de l'Union européenne. Les mesures qu'il préconise sont confuses, inefficaces et parfois même dangereuses. Quant à son programme européen, il est faible et illusoire. On sent néanmoins que le PG est en train d'amorcer un virage. Il cherche manifestement à tenir compte de la pression populaire qui monte y compris dans ses rangs contre le système de Bruxelles. Il reste malheureusement au milieu du gué et ne montre aucun signe qu'il veut parvenir à l'autre rive, celle du retour à la souveraineté nationale. Le lecteur du texte de congrès du PG est heurté par l'énorme contradiction qui existe entre une proclamation enflammée du type « un gouvernement du Front de gauche refuserait d'appliquer l'euro tel qu'il est », et la crainte que ce parti manifeste du « risque d'un éclatement de l'euro ». Le PG parle abondamment dans son texte de « souveraineté populaire », mais jamais de souveraineté nationale. Pourquoi ? La souveraineté populaire est-elle possible in abstracto, en suspension dans l'atmosphère, sans que le peuple se constitue en corps politique dans un territoire particulier sur lequel exercer sa souveraineté et qui a pour nom la nation ?

L'exemple de la « désobéissance européenne » est un véritable cas d'école en matière de confusion. Voilà ce que dit Jean-Luc Mélenchon dans un entretien avec un journal : « dès lors que nous serions au pouvoir, nous entrerions dans un cycle de désobéissance. Mais attention : dans la conduite des affaires publiques, nous sommes intéressés à ce que les traités en général soient respectés. Notre pays aussi est engagé par sa signature » ! Comment comprendre qu'il soit possible, d'un côté, de « rejeter » les traités par référendum comme le propose le PG, d'un autre côté de « désobéir » à l'UE et donc aux traités qui la fondent que l'on vient de « rejeter », tout en « respectant » ces mêmes traités auxquels on vient pourtant de « désobéir » et que l'on a même « rejetés » ?

Si on passe au programme du Front de gauche, il ne se donne pas les moyens de rompre avec le néolibéralisme. Dès la publication de ce programme avant les élections présidentielle et législatives de 2012, le M'PEP avait tiré la sonnette d'alarme. Dans une étude publiée le 19 juin 2011, il en faisait une analyse en profondeur. Le M'PEP écrivait : « ce projet de programme ne permet pas à la France de sortir de la crise et n'ouvre pas à notre peuple la perspective enthousiasmante et mobilisatrice qu'il espère. Si les intentions exprimées dans ce projet sont louables, la plupart d'entre elles ne peuvent aboutir en l'état car elles sont incompatibles avec la Constitution française qui est désormais inféodée au droit communautaire, ou avec les traités européens qui ont gravé le néolibéralisme dans le marbre. En tout état de cause, le projet de

programme du Front de gauche manifeste un profond manque de courage politique en évitant d'affronter les vrais problèmes : il ne se donne pas les moyens de rompre avec l'eurolibéralisme ; ses propositions ne permettent pas de supprimer le chômage et la précarité ; il n'envisage pas de démanteler les marchés financiers ; ses déclarations contre le libre-échange ne sont accompagnées d'aucune mesure pour y mettre un terme ; la "planification écologique" qu'il évoque relève largement, pour l'instant, d'incantations. »

Une dépendance au Parti socialiste

Qu'il s'agisse du PCF ou du PG, pour ne s'en tenir qu'aux deux principales composantes du Front de gauche, même si des différences significatives existent entre elles sur le degré de dépendance au PS, toutes deux ne voient pas leur avenir sans lui. Cette dépendance est revendiquée par la direction du Parti communiste français qui s'est placée en position de satellite du Parti socialiste. Tout ce qui concerne les relations avec le Parti socialiste est soigneusement évité lors des congrès du PCF qui n'évoquent jamais clairement ces questions.

Ainsi des ministres communistes ont failli participer au gouvernement Ayrault. Pierre Laurent avait affirmé « *il n'y aura pas de participation des communistes au gouvernement sans que les communistes eux-mêmes soient consultés* » (Le Figaro, 19 mars 2012). Cette déclaration avait contribué à semer la confusion. Dans une déclaration faite à la sortie d'un entretien avec le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, rapportée par l'agence Reuters (8 novembre 2012), Pierre Laurent affirmait que le PCF et le Front de gauche ont « participé à la victoire d'une majorité politique au printemps et nous considérons que nous sommes dans cette majorité politique [...] mais il y a dans cette majorité un débat politique de fond ».

S'il veut être à l'offensive et se présenter comme une véritable alternative, le Front de gauche doit se placer dans l'opposition au gouvernement socialiste et se fixer l'objectif électoral clairement formulé de passer devant le PS. Une telle opposition sur des bases démondialisatrices se distinguera aisément de l'opposition de droite et d'extrême droite dans le sens où elle serait la seule à défendre réellement les intérêts des classes dominées.

Le PCF a gravement divisé le Front de gauche lors des élections municipales de mars 2014. En octobre 2013, les adhérents au PCF à Paris, avec le soutien de la direction nationale de leur parti, ont voté à 57% pour présenter une liste commune dans la capitale avec le Parti socialiste. Trahissant le peuple, ils ont ainsi fait liste commune avec les socialistes qui votent l'austérité, ne font rien contre le chômage, cassent les retraites et la Sécurité sociale, préparent l'Acte III de la décentralisation qui va affaiblir les libertés communales, négocient le Partenariat transatlantique pour l'investissement et le commerce qui va accélérer le libre-échange, jettent de l'huile sur le feu en Syrie... Nationalement le PCF fait de nombreuses déclarations contre l'austérité et dans certaines villes comme Paris s'allie avec ceux qui organisent cette même austérité.

Cela alimente la campagne du FN sur le thème du « *tous pourris* ». Le PCF – et du coup le Front de gauche – s'expose à la critique de tenir un double langage. C'est une prise trop facile donnée au FN qui fait son miel de montrer la collusion entre PS et PCF (et donc le Front de gauche).

Le PCF est dans une impasse. D'un côté, certains de ses membres et de ses dirigeants souhaitent la fusion avec le PG pour faire autre chose face à la démonétisation du « communisme ». Car la fusion avec le PG, bien évidemment, impliquerait la recherche d'un nouveau nom pour cette formation politique. D'un autre côté, choisir cette voie signifierait rompre avec le PS. Or, la direction du PCF et de nombreux cadres intermédiaires, particulièrement des élus, considèrent que le PCF ne peut plus obtenir seul des élus et qu'il doit désormais les obtenir grâce à une alliance avec le PS. Les élections municipales ont montré au contraire que l'alliance avec le PS tirait vers le bas, et que c'est dans ce cadre que le PCF perdait des élus. Il n'y a probablement pas de solution pour le PCF si celui-ci ne fait pas alliance avec... les classes dominées. C'est-à-dire qu'il prenne leur défense et revienne à la porte des entreprises et dans les cités au contact de la population.

Le Parti de gauche, malgré une tonalité très critique à l'égard du PS, veut aussi s'allier avec lui. Le jugement porté sur les partis socio-démocrates est pourtant particulièrement sévère puisqu'ils sont accusés – à juste raison – de devancer les exigences néolibérales « avec enthousiasme ». Concernant le Parti socialiste – dont une partie des dirigeants du PG est issue – le PG considère qu'il faut renoncer au rôle « d'aiguillon » que la « gauche de gauche » a longtemps joué et que le PCF pratique encore. Cette évolution doctrinale est très intéressante si elle va jusqu'au bout, c'est-à-dire si elle conduit à renoncer à considérer, comme le fait encore le PG, que le PS se place ne serait-ce que partiellement ou même virtuellement, du côté des classes dominées. La volonté qu'exprime le PG, et que ne partage pas la direction du PCF, que le Front de gauche se fixe l'objectif de passer devant le Parti socialiste, est déterminante. Ne pas adopter cette perspective reviendrait à accepter la posture de satellite éternel du PS. Le texte de congrès du PG d'octobre 2012 fait néanmoins une analyse très contestable du Parti socialiste : il prétend que son alignement néolibéral serait récent. Il y a pourtant plus de 30 ans que le PS ne défend plus les intérêts des classes dominées.

Le PG, lui aussi, est dans l'impasse. D'un côté, il est définitivement lié au PCF sinon il sera assimilé à un NPA-bis comme le montrent ses résultats particulièrement décevants aux municipales de 2014. D'un autre côté, il ne parvient pas à se démarquer de la « gauche » du PS, puisqu'il dit à peu près la même chose. Le dernier avatar de cette proximité avec le PS est la proposition étonnante faite par Jean-Luc Mélenchon : « je suis prêt à être Premier ministre » (Rue 89, 28 novembre 2012).

La tentative de rapprochement purement politicien et électoraliste entre le Parti de gauche (PG) et Europe Ecologie Les Verts (EELV) est à souligner. EELV, en effet, a participé au gouvernement avec le PS pour mettre en place une violente politique d'austérité. Sur 17 députés EELV, 10 ont voté la confiance à Manuel Valls en avril 2014, meilleur représentant des classes dominantes. Rappelons la haine de la nation prônée par EELV et leur perspective d'un fédéralisme européen. Le 9 décembre 2012, la Secrétaire nationale d'EELV, Emmanuelle Cosse, déclarait qu'« *il faut en finir avec le sentiment national* » et que « *l'Europe sera d'autant plus intéressante pour tout le monde qu'on arrivera à une dissolution de l'État-nation et quelque chose de beaucoup plus intégré* » (« *Mots croisés* », France 2, 9 décembre 2012). Ce fédéralisme prétendument « *écologique et social* » devrait interdire toute alliance nationale PG-EELV. Pourtant, dans une « adresse au Conseil fédéral d'EELV » du 3 avril 2014, le Secrétariat national du PG écrit : « Entre l'écologie politique que vous défendez et l'écologie sociale sur lequel nous proposons de refonder programmatiquement la gauche, nous avons matière à avancer (...) ensemble. Nous ajoutons pour notre part la désobéissance à l'actuelle Union Européenne pour refonder une autre Europe. Nous connaissons nos importantes différences sur cette dernière question, mais cela ne doit pas nous empêcher d'en discuter ensemble et d'envisager un rapprochement entre le FDG et EELV, notamment à partir de notre refus commun du Grand marché transatlantique ».

Depuis sa première participation électorale aux européennes en 2009, le Front de gauche ne parvient pas à percer. La raison évidente en est qu'il n'est pas en phase avec les aspirations des classes dominées. Il est trop lié au PS et à l'Union européenne.

Le Front de gauche apparaît désuni et incohérent. Il est dans une profonde impasse stratégique et organisationnelle. S'il veut continuer à exister, trois changements radicaux doivent intervenir dans sa stratégie et son programme, proposés pendant cinq ans par le M'PEP sans succès. En premier lieu, il doit rompre avec le PS. Ce parti doit être analysé pour ce qu'il est réellement : le meilleur parti de défense des intérêts des classes dominantes. Ensuite, le Front de gauche doit montrer qu'il aime la France et qu'il croit en l'avenir de notre pays. Car il apparaît comme rejetant la Nation, refusant la lutte pour la reconquête de la souveraineté nationale. Enfin, il devra prendre clairement position pour la sortie de l'Union européenne, de l'euro et en faveur de la démondialisation.

Les militants du Front de gauche pourront-ils s'insurger et imposer un débat qui pour l'instant est verrouillé ? Si tel n'est pas le cas, le Front de gauche aura démontré qu'il n'est pas réformable de l'intérieur – comme l'Union européenne – et qu'il faut alors en sortir pour bâtir du neuf.

On comprend alors pourquoi le M'PEP ne souhaitait plus rejoindre le Front de gauche et que le Pardem ne puisse pas appeler à voter pour lui. Le Pardem est prêt à accueillir fraternellement tous les militants du Front de gauche qui voudront avancer sur ces bases, car c'est au Pardem que se trouve leur place.

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire